



PAR LA GRÈVE ET DANS LES MANIFESTATIONS
LE JEUDI 15 SEPTEMBRE 2016

ENSEMBLE
MOBILISONS-NOUS

POUR GAGNER SUR NOS REVENDICATIONS !

Pour l'abrogation de la Loi travail, la défense et l'amélioration du Statut général des fonctionnaires, des droits plus protecteurs des salarié.e.s du privé et du public !

Véritable déni de démocratie, la Loi travail a été adoptée sans vote des parlementaires, alors qu'elle est massivement rejetée par une large majorité des organisations syndicales et de l'opinion publique.

Cette loi confirme les objectifs poursuivis par le gouvernement et le Medef quant à la généralisation d'une insécurité sociale toujours plus conséquente au moyen notamment de la destruction du Code du travail, de la hiérarchie des normes, de l'organisation et de la réduction des temps de travail, des modalités de rémunération des heures supplémentaires, de la démocratie au travail. Une insécurité sociale qu'ils promettent aussi aux agents de la Fonction publique avec des attaques réitérées contre le Statut général des fonctionnaires et leurs statuts particuliers, les droits et les garanties collectives de l'ensemble des personnels y compris les agents non-titulaires.

La Loi travail doit être abrogée. Des négociations doivent s'ouvrir pour que les salarié.e.s du privé et du public disposent de droits plus protecteurs avec notamment un Code du travail, un Statut général des fonctionnaires et des statuts particuliers renforcés.

Pour notre pouvoir d'achat ! Dans le même temps, il devient de plus en plus difficile pour des millions de salarié.e.s, de privé.e.s d'emploi, de retraité.e.s de vivre décemment. Pourtant, d'immenses richesses sont produites par le monde du travail. Les salaires, les minima sociaux, les retraites et les pensions doivent faire l'objet d'une revalorisation significative. Dans la Fonction publique, même si les mobilisations des personnels ont contraint le gouvernement à une revalorisation de la valeur du point à une hauteur de 1,2 %, la page des salaires est loin d'être tournée.

Un nouveau processus de négociations doit s'ouvrir pour définir un plan de rattrapage des pertes salariales subies depuis de gel de juin 2010 et la reconnaissance des qualifications des personnels. Le RIFSEEP doit être abrogé.

Pour des moyens budgétaires et les emplois nécessaires aux missions publiques !

Les premières annonces gouvernementales quant aux contenus des projets de loi de finances et de financement de la Sécurité sociale sont claires. L'étranglement budgétaire des services de l'État, territoriaux et hospitaliers s'intensifie.

Les politiques d'austérité budgétaire doivent cesser. Les moyens budgétaires nécessaires à l'exercice plein et entier des missions, à des créations massives d'emploi statutaires ; à la résorption de la précarité de l'emploi et à l'amélioration des conditions de travail, doivent être octroyés.

Pour la défense des libertés ! La répression, les arrestations, les actions en justice, les condamnations de syndicalistes, les tentatives d'interdiction du droit de manifester sont inacceptables. Par une grève et des manifestations massives le jeudi 15 septembre 2016 et par notre participation solidaire à toutes les actions qui seront menées lorsque des syndicalistes sont traduits devant les tribunaux, ce sont aussi nos libertés fondamentales que nous défendons.

Le 15 septembre 2016,
sur l'ensemble du
territoire et à l'appel des
organisations
CGT, FO, FSU, Solidaires,
UNEF, UNL, FIDL,

IMPOSONS
D'AUTRES CHOIX !

Montreuil, le 8 septembre 2016